

# Le casse-tête d'Olivier Maingain

■ Défi pourrait être tenté de renvoyer le PS dans l'opposition.

Mais de nombreux éléments soutiennent l'intransigeance d'Olivier Maingain.

■ Malgré la résistance du président de Défi, Lutgen tient bon.

Olivier Maingain ne se sent plus. Le coup surprise de Benoît Lutgen a remis le président de Défi sur le devant de la scène. Une visibilité et des exigences en matière de gouvernance (parfois exprimées de façon tapageuse) lui ont même fait gagner quelques points dans les sondages. Ses vacances annulées, l'omniprésident est prêt à toutes les éventualités au cœur d'un été qui s'annonce torride sur le plan politique. Olivier Maingain a détesté la "méthode Lutgen", et l'intransigeance dont il fait preuve à l'égard des MR, PS et CDH laisse penser que le parti Défi freine des quatre fers à l'idée de soutenir de nouvelles majorités dans les entités fédérées. Voici le pour... et le contre.

Changement de cap avec CDH, MR, voire Ecolo ? La formule est forcément tentante, notamment parce qu'elle permet une petite révolution : mettre le PS dans l'opposition alors que celui-ci phagocyte l'appareil institutionnel et administratif de la Région bruxelloise et de la Fédération Wallonie-Bruxelles depuis des années. Défi a très souvent déploré l'entrisme du PS dans les structures de l'Etat sans jamais s'y opposer fermement au sein du gouvernement bruxellois, dans lequel il est entré en 2014. Comme pivot, Défi pourrait, dans cette figuration, faire monter les enchères en matière de représentativité dans un nouvel exécutif bruxellois. Et donc augmenter son poids politique. Défi dispose actuellement d'un ministre et d'une secrétaire d'Etat bruxelloise (Didier Gosuin et Cécile Jodogne). Pourquoi pas deux ministres, voire la ministre-présidence ? Certains peuvent en rêver.

Se distancier d'un PS pestiféré

Un changement d'alliance trop rapide offrirait une formidable victoire à Benoît Lutgen.

## Épinglé

"Business as usual" à Bruxelles

**La réunion hebdomadaire** du gouvernement bruxellois devrait se dérouler "comme d'habitude", signalent plusieurs sources. Le CDH ne devrait pas changer de comportement vis-à-vis de ses ex-partenaires d'autant qu'aucun gros dossier n'est à l'ordre du jour, dit-on, si ce n'est les subsides régionaux en matière de revitalisation des quartiers dont certains pourraient faire l'objet d'un report. Le CDH est toujours à la table et continue d'assurer la bonne gestion des affaires régionales. **M. Co.**

Défi pourrait également monter au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles alors que ses partenaires actuels (PS et CDH) l'avaient exclu de la majorité francophone. Cette position centrale permet donc à Olivier Maingain de monnayer cher la poursuite de son soutien à une majorité avec le PS comme la mise en œuvre d'une nouvelle majorité avec le MR. Cette dernière option aurait comme autre avantage de distancier Défi d'un Parti socialiste désormais pestiféré. Au CDH notamment, on lui reproche déjà de "tout passer" au PS à l'intérieur du gouvernement bruxellois. Voilà pour le côté face de la médaille.

Côté pile, Olivier Maingain doit compter avec quelques dégâts collatéraux potentiels. Quid du bilan du gouvernement bruxellois sur lequel il comptait pour la prochaine campagne électorale ? La baisse structurelle du chômage dans la capitale donne du souffle à Didier Gosuin, probable tête de liste pour les prochaines élections régionales. Celui-ci tient à fond aux projets qu'il mène à Bruxelles et demeure un des plus fervents défenseurs de la poursuite du travail avec le Parti socialiste. Pourquoi fragiliser trois ans de boulot ? Quel programme adopter avec le MR alors qu'il ne reste, grosso modo, qu'une bonne année pour boucler des réformes d'importance ?

## Une alliance fructueuse

La question de la loyauté envers le PS doit également peser dans les réflexions d'Olivier Maingain. En froid avec les libéraux depuis leur divorce, intervenu en septembre 2011, il avait, dès avant le scrutin de 2014, noué de bonnes relations avec des personnalités comme Rudi Vervoort, ministre-

Président bruxellois depuis 2013, et Laurette Onkelinx, grande patronne des socialistes bruxellois. L'alliance PS-Défi à Bruxelles avait d'ailleurs été préparée bien avant le scrutin et il y a fort à parier qu'elle était amenée à se poursuivre au-delà des élections de 2019. Ce qu'avait parfaitement compris le CDH, qui assiste, aux premières loges, à l'approfondissement de cette fructueuse relation.

En outre, PS et Défi étaient probablement en

train de préparer le terrain pour de nouvelles alliances au niveau communal. L'enjeu n'est pas sans importance pour le développement d'un parti bien implanté dans les communes bourgeoises du sud de Bruxelles mais peinant à émerger dans les communes plus populaires où le PS domine. Affaibli par le PTB (et les affaires), ce dernier pourrait être en demande de soutiens.

#### Offrir une victoire à Benoît Lutgen

Autre inconvénient : un changement d'alliance trop rapide offrirait une formidable victoire à Benoît Lutgen, alors que le CDH laboure les mêmes terres politiques que Défi, celles du centre de l'échiquier, revigoré par le phénomène Macron. Chez Défi, on se satisfait en outre d'incarner un libéralisme social qui s'éteindrait dans une alliance avec un MR tiré sur sa droite par sa participation au gouvernement fédéral. L'alliance MR-N-VA n'est évidemment pas sans poser problème à Défi qui se présente comme le fer de lance de la lutte contre le mouvement flamand.

Olivier Maingain n'est pas non plus sans savoir que, malgré sa présidence autoritaire, les deux chemins qui s'ouvrent à lui comportent des risques sur le plan de la cohésion interne. Chez Défi, il y a une aile gauche, incarnée par Didier Gosuïn notamment, et une aile plus à droite, minoritaire autour du bourgmestre de Schaerbeek, Bernard Clerfayt, qui gouverne déjà sans le PS dans sa commune. Le ton adopté par Olivier Maingain, notamment à l'égard de Joëlle Milquet et d'Armand De Decker, n'a pas plu à tout le monde à l'intérieur du parti. De même que l'option du décumul intégral et les innombrables mesures de gouvernance adoptées en conseil général du parti lundi sont parfois jugées artificielles et difficiles à mettre en œuvre à l'intérieur du parti. Rappelons que, sur douze députés bruxellois Défi, la moitié cumule avec une fonction de bourgmestre ou d'échevin. Maingain lui-même est député fédéral et bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert.

Mathieu Colleyn

## Lutgen tente d'y croire encore... malgré le jeu de Défi

Officiellement, tout est encore possible. Officieusement, qu'il nous soit permis d'en douter... Sur le papier, les majorités gouvernementales des trois entités fédérées pourraient être renversées. Benoît Lutgen, président du CDH, à l'origine de la tentative historique de mettre le PS dans l'opposition dans les régions et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, y croit toujours. Malgré les fortes exigences d'Ecolo, malgré les fortes réticences de Défi, malgré les vexations d'Olivier Maingain.

La preuve ? Benoît Lutgen se démenait encore mercredi soir afin d'organiser une grande réunion ce jeudi avec les partenaires potentiels du CDH au sein de nouvelles coalitions anti-PS : le MR, Ecolo et Défi, donc. Cette rencontre prévue à 13 h 30 porte sur le thème de la gouvernance. Dans une version optimiste du point de vue humaniste, cela signifierait que les "pré-négociations" actuelles ne sont pas terminées, qu'Ecolo et surtout Défi acceptent toujours le dialogue.

Mais si tout était si simple... A cette invitation, le président de Défi n'a pas répondu. Ou plutôt, si : par un tweet où il annonçait vouloir des réunions bilatérales sur cette question et non une grande table ronde à quatre. Le comportement d'Olivier Maingain commence à agacer, et c'est un euphémisme. "On a bien compris depuis une dizaine de jours qu'il est dans une stratégie où il veut gagner du temps pour protéger son allié PS", explique une source.

D'ailleurs, mercredi après-midi, la rumeur a couru

qu'Olivier Maingain avait carrément rendu un "non" ferme et définitif à Benoît Lutgen. Plusieurs sources indépendantes le laissent en tout cas entendre. Selon nos informations, les deux présidents de parti se sont vus de nouveau, mais aucune avancée n'a été obtenue.

#### "Maingain a déjà dit non"

Très concrètement, si Défi campait sur sa position de refus, Benoît Lutgen pourrait dire adieu à ses plans politiques pour la région bruxelloise. Les députés régionaux de Défi sont absolument nécessaires au duo MR-CDH pour remplacer l'actuel gouvernement PS-CDH-Défi. "C'est notre sentiment depuis le début au sujet de Maingain, confie une source proche des négociations. Malgré cela, Benoît Lutgen semble vouloir quand même avancer sur les trois fronts en même temps." Un autre informateur est même plus catégorique. "Maingain a déjà dit non, il reste scotché au PS", lance-t-il.

Si ces éléments devaient se vérifier, le CDH et le MR, en phase au sud du pays, pourraient négocier à part un retournement d'alliance au gouvernement wallon. Ils peuvent constituer, de justesse, une majorité à deux. Restera tout de même la question du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles à trancher. Des ministres wallons et bruxellois y siègent. Bonjour le chaos s'ils devaient provenir de coalitions aux couleurs politiques différentes...

F.C.

Selon des bruits  
de couloirs,  
Olivier  
Maingain  
aurait déjà  
rendu un "non"  
ferme et  
définitif  
à Benoît  
Lutgen.